



HAL
open science

Une impossible libération ? Marché, genre et monnaie dans le trueque argentin

Hadrien Saiag

► **To cite this version:**

Hadrien Saiag. Une impossible libération ? Marché, genre et monnaie dans le trueque argentin. Classiques Garnier. Le marché autrement : Marchés réels et Marché fantasmé, , pp.145-169, 2015, 978-2-8124-3854-7. 10.15122/isbn.978-2-8124-3856-1.p.0145 . halshs-02343466

HAL Id: halshs-02343466

<https://shs.hal.science/halshs-02343466>

Submitted on 2 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une impossible libération ? Marché, genre et monnaie dans le *trueque* argentin

Hadrien Saiag (IIAC-LAIOS/CNRS) – hadrien.saiag@ehess.fr

Version 05/08/2014

Publié dans I. Hillenkamp et J-M. Servet (eds) (2015), *Le marché autrement : Marchés réels et Marché fantasmé*, Paris : Classiques Garnier, pp. 145-169 (ISBN 978-2-8124-3854-7). Accessible ici : <https://classiques-garnier.com/le-marche-autrement-marches-reels-et-marche-fantasma-une-impossible-liberation.html>

Mobilisant l'histoire économique récente de l'Argentine, ce chapitre propose une analyse critique de l'idée selon laquelle le marché permettrait la libération des femmes et des sans statuts, en tout temps et en tout lieu¹. Cette assimilation, si elle fait partie de longue date de la rhétorique néolibérale, prétend désormais se parer d'une caution scientifique à travers la publication du nouvel ouvrage de l'historienne Laurence Fontaine², selon lequel l'égalité de statut propre au marché permettrait aujourd'hui de lutter contre la pauvreté et le patriarcat, comme il a permis de s'émanciper de la société d'Ancien Régime un peu plus de deux siècles plus tôt. Le marché y est présenté comme une opportunité sans égal d'amélioration des conditions matérielles d'existence. Il permettrait aux femmes pauvres de faire reconnaître leurs droits au sein des foyers, tout en faisant évoluer les représentations à la base de la famille patriarcale. Il en découle une revendication d'accès au marché pour tous et une condamnation des principes d'organisation alternatifs de l'économie qui, assimilés au don, sont présentés comme reproduisant nécessairement des inégalités statutaires.

La crise économique, sociale et politique qui éclata entre 2001 et 2002 en Argentine met à mal cette idée reçue. Cette crise peut en effet être lue comme l'aboutissement d'un projet politique visant à soumettre l'ensemble du corps social au principe de concurrence. Au cœur de celui-ci se trouve le régime monétaire dit de « convertibilité », instauré en 1991. Il visait à

¹ Une première version de ce texte a fait l'objet d'une présentation lors de la XXII^e conférence annuelle de l'International Association For Feminist Economics (Barcelone, 27-29 juin 2012). Il a notamment bénéficié des remarques de Supriya Garikipati, Isabelle Guérin, Susan Johnson, Ariane Szafarz et des éditeurs du présent volume. Qu'ils en soient vivement remerciés.

² L. Fontaine, *Le marché: histoire et usages d'une conquête sociale*, Paris, Gallimard, 2014.

faire du peso argentin un équivalent du dollar états-unien pour les transactions nationales en instaurant une parité stricte entre ces deux monnaies, excluant toute ingérence du politique en matière monétaire³. Ce nouveau régime monétaire fut accompagné d'une libéralisation du marché des changes, supposée attirer les capitaux étrangers. Afin de faire face à la concurrence internationale, elle-même exacerbée par la diminution des barrières douanières, le gouvernement argentin opta pour une flexibilisation sans précédent du marché du travail, afin d'en diminuer le coût⁴. Ces réformes se sont traduites par une forte désindustrialisation, un appauvrissement généralisé conjugué à un accroissement des inégalités de revenus et du nombre d'emplois non couverts par le système national de protection sociale. La crise explosa entre décembre 2001 et janvier 2002, car la fuite des capitaux s'est traduite par une pénurie monétaire qui ne permettait plus aux classes moyennes et populaires d'assurer leur subsistance. Dans l'urgence, le gouvernement fédéral suspendit le règlement de la dette publique et abandonna le régime de convertibilité. La réponse à cette crise passa également par une multitude d'initiatives prises « par le bas », qui cherchèrent et cherchent encore à constituer des alternatives au fonctionnement concurrentiel du marché : autogestion ouvrière, coopératives de *cartoneros* (personnes tirant leurs revenus du recyclage des déchets urbains), coupure de routes visant à exiger l'obtention de subsides monétaires auprès du gouvernement fédéral, etc.

Ce chapitre porte une attention particulière à l'une de ces initiatives : le *trueque*. Ce terme désigne un ensemble de places de marché (*ferias*) en Argentine, au sein desquelles circulent des monnaies locales (billets sous forme de papier, libellés en *crédito*) qui drainent une part considérable de l'économie urbaine des biens de seconde main⁵. De 1995 à 2002, ces émissions monétaires étaient organisées autour de réseaux d'ampleur nationale, qui prétendaient faire face à la pénurie de moyens de paiement libellés en peso. Leur effondrement, fin 2002, a conduit à une recomposition sur des bases locales à travers une grande diversité d'expériences, impulsées tantôt par des hommes politiques afin d'entretenir leur clientèle, tantôt par des Églises se revendiquant de la théologie de la libération, tantôt par des organisations d'éducation populaire visant l'émancipation des pauvres⁶. Cependant, la

³ A. Roig « La création d'une "monnaie éternelle". Genèse de la convertibilité en Argentine (1991) », *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, édit. F. Lordon, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 91-141.

⁴ L. Beccaria, V. Esquivel, et R. Maurizio « Crise et reprise : les effets sur le marché du travail et sur la distribution du revenu », *Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique latine dans une perspective comparée*, édit. V. Hernandez, P. Ould-Ahmed, J. Papail, et al., Paris, L'Harmattan, 2007, p. 173-208.

⁵ Ce texte prend appui sur une enquête de terrain menée en 2009. Le présent ethnographique se réfère à cette période.

⁶ H. Saiag, *Monnaies locales et économie populaire en Argentine : une approche par la dette*, Paris, Karthala, à paraître, chapitres 1, 3 et 4.

plupart de ces émissions monétaires sont l'œuvre d'anciens responsables locaux des réseaux nationaux qui ont disparus en 2002 et regroupent des populations considérées comme pauvres. Tel est notamment le cas à Rosario, troisième agglomération et bastion industriel de l'Argentine, sur lequel porte ce chapitre : cette ville abrite trois *ferias* organisées chaque semaine. Elles regroupent entre vingt et cent personnes, quasi exclusivement des femmes. Étant donné qu'à Rosario le *trueque* n'est adossé à aucun projet politique et qu'il n'existe pas d'institution visant à encadrer les pratiques monétaires de ses participants, il est possible de décrire les *ferias* (places de marchés) comme étant animées principalement par le principe polanyien dit de « marché » ou de concurrence, selon lequel les activités de production, d'échange et de financement sont le fruit de l'interdépendance mécanique d'actions pensées séparément les unes des autres⁷.

L'examen critique des vertus prêtées au marché proposé ici s'appuie sur deux idées forces. La première, développée dans les trois premières sections, tend à nuancer fortement le potentiel de libération par le marché. Il ne s'agit pas de le rejeter en bloc : on observe bel et bien une suspension des statuts car le principe de marché prend appui sur l'interchangeabilité entre les partenaires, mais celle-ci est limitée à l'espace et au temps du déroulement des *ferias* (section 1). La participation au *trueque* se traduit également par une transformation limitée de l'organisation budgétaire des foyers : si les revenus tirés de cette activité entraînent une contestation de la monopolisation du revenu par les maris et de leur droit de regard sur les dépenses de leurs épouses, ils s'accompagnent également d'une redéfinition des frontières entre monnaies masculines et féminines⁸, limitant d'autant l'émergence d'un modèle d'organisation budgétaire plus égalitaire (section 2). Enfin, si les points précédemment mentionnés traduisent une libération limitée pour les femmes, celle-ci ne devrait guère occulter le rôle du marché dans la stratification sociale au sein des milieux populaires, car toutes ne participent pas aux *ferias* sur un pied d'égalité. En effet, dès lors que les *ferias* sont fondées sur le principe de concurrence entre participants, les plus mobiles d'entre eux jouissent d'un accès privilégié à la monnaie car ils sont les seuls à pouvoir tirer profit des différences de prix existant entre les sphères du peso (la monnaie nationale) et du *crédito*, au détriment des participants les plus pauvres (section 3). La conclusion présente la deuxième idée-force de ce chapitre : pour saisir le potentiel de libération par l'économie, il convient de

⁷ J-M. Servet, « Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi », *Revue tiers monde*, n°190, 2007, p. 255-273 ; I. Hillenkamp, *L'économie solidaire en Bolivie. Entre marché et démocratie*, Paris, Karthala, 2013.

⁸ Les expressions « monnaies masculines » et « monnaies féminines » se réfèrent aux processus de différenciation des pratiques monétaires en fonction des sexes.

poser la question des modalités contextualisées d'accès aux moyens de paiement. En effet, la monnaie est susceptible de médiatiser des rapports sociaux extrêmement divers (tantôt vecteurs d'émancipation, de protection ou de marchandisation⁹), en fonction des contextes dans lesquels sont enchâssés ses usages. Pour en faire un instrument à même de remettre en cause tant les inégalités de classe que de genre, je suggère, à la suite de Jean-Michel Servet, de penser la monnaie comme un bien commun.

Une suspension momentanée des appartenances de genre et de classe

L'effet le plus visible de la participation au *trueque* est la création d'un espace social singulier, la place de marché (*feria*), clairement délimité dans l'espace et dans le temps. Cet espace social est souvent présenté comme un lieu de socialisation entre femmes¹⁰, où celles-ci s'adonneraient à une forme de « thérapie » permettant de s'extraire un temps des préoccupations de la vie quotidienne¹¹. En suivant Michèle de La Pradelle¹² et Jean-Michel Servet¹³, je propose d'aller plus loin en avançant que les *ferias* sont constitutives d'un rapport social d'un type singulier, caractérisé par la suspension momentanée des appartenances de genre et de classe. Cette suspension découle de l'interchangeabilité entre partenaires, qui caractérise le principe de marché. Michèle de La Pradelle l'avait souligné dans ses recherches sur le marché de Carpentras :

« l'échange marchand est lui-même en tant que tel un rapport social d'un certain type : qu'on négocie des truffes, des œuvres d'art ou des tomates, le transfert de biens et de valeur définit une situation où, dans un laps de temps donné, un lieu précis et pour cette activité-là, *les acteurs se reconnaissent simplement comme des partenaires équivalents*, inégaux que soient par ailleurs leur pouvoir ou leur statut ; ils acceptent les règles d'un jeu dont la première est qu'aucun d'eux ne peut s'y réclamer d'un avantage ou d'un privilège extérieur à la situation d'échange ; certes, dans le jeu chacun a sa donne (la qualité de la marchandise ou l'art de la faire valoir, le pouvoir d'achat, l'indifférence affichée, etc.), mais un joueur en vaut un autre. *Cette éphémère société d'acheteurs et de demandeurs ne connaît que des semblables sans nom et sans qualité*, ou du moins tel est son principe¹⁴ »

⁹ Nous empruntons cette catégorisation à la relecture des travaux de Karl Polanyi effectuée par Nancy Fraser. Voir N. Fraser, « Marchandisation, protection sociale, émancipation : vers une conception néo-polanyienne de la crise capitaliste », *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, édité I. Hillenkamp et J-L Laville, Toulouse, Erès, 2013, pp. 39-63.

¹⁰ I. González Bombal, « Sociabilidad en clases medias en descenso : experiencias en el trueque », *Trueque y economía solidaria*, édité S. Hintze, Buenos-Aires, Prometeo Libros, 2003, p. 279-317.

¹¹ E. Bogani et J. Parysow, « Perspectivas de desarrollo económico y social para las mujeres pobres y empobrecidas en los Clubes del Trueque. Estudio de caso: 'La Bernalesa' », *Los nuevos rostros de la marginalidad*, édité F. Mallimaci et A. Salvia, Buenos-Aires, Biblios, 2005, p. 151-173.

¹² M. de La Pradelle, *Les vendredis de Carpentras : faire son marché, en Provence ou ailleurs*, Paris, Fayard, 1996.

¹³ J-M. Servet, (dir.), *Une économie sans argent : les systèmes d'échange local*, Paris, Seuil, Servet, 1999, p. 121.

¹⁴ M. de La Pradelle, *op. cit.*, p. 15-16. Souligné par moi-même.

J'ai réalisé la prégnance de ce type de rapport social lors des *ferias* en éprouvant maintes difficultés à mener mes premiers entretiens. En effet, pendant les *ferias* (en un lieu donné et pendant un temps relativement bref) les participantes au *trueque* étaient fort loquaces : il était facile de plaisanter, d'évoquer des thèmes divers et variés apparemment sans importance (comme la météo), voire des produits qu'elles proposaient et de ceux qu'elles recherchaient. Cependant, dès qu'il s'est agi de proposer un entretien, à la fin des *ferias*, je me suis heurté à un refus gêné : toutes se dérobaient sans formuler d'explication. Cette réaction s'explique en partie par le fait que j'enquêtais sur un monde de femmes tout en étant un homme, dans un contexte marqué par un fort conservatisme en matière de rapports sociaux de sexe (voir la section suivante). À elle seule, cette explication est cependant insuffisante car de tels refus étaient également le fait de femmes non mariées (séparées, célibataires ou trop jeunes pour être mariées). La raison d'un tel refus était également liée au fait qu'en demandant à ces femmes de révéler leur identité (à travers leur histoire, la composition de leur foyer et les activités qu'elles mènent hors du *trueque*), j'enfreignais une règle fondatrice de l'échange marchand, qui veut que les individus se comportent comme s'ils étaient interchangeables.

Le principe d'interchangeabilité des participants aux *ferias* ne signifie pas nécessairement ignorer les différences de statuts et les trajectoires personnelles, mais de les neutraliser, afin que ces éléments n'interfèrent pas dans les transactions. Cette neutralisation passe par une mise en scène de l'égalité formelle : durant les *ferias*, les participants se saluent chaleureusement, malgré les différences de statuts pourtant évidentes (les habitants des bidonvilles ont par exemple coutume de se rendre aux *ferias* sur des chariots tirés par des chevaux) ; de même, chacun prend soin de n'opérer aucune différence de traitement entre les participants, chacun étant susceptible d'acheter et de vendre à son voisin dans les mêmes conditions (les prix s'appliquent à tous sans distinction). C'est ce qui permet aux *ferias* de rassembler des personnes qui, pourtant, ne se mélangent pas dans les autres contextes : des petits commerçants et des femmes vivant dans des maisons en dur situées dans des quartiers certes populaires, mais bien intégrés à l'espace urbain, mais également des vendeurs à la sauvette et des travailleurs journaliers qui peuplent les bidonvilles situés à la périphérie de Rosario.

Le caractère proprement formel de l'égalité entre participants, qui résulte du principe d'interchangeabilité, mérite d'être souligné : il n'implique aucunement une égalité de

condition. Ainsi, les participants au *trueque* font preuve de stratégies individuelles complexes afin de tirer profit de la perpétuation dans le temps des rapports commerciaux, à travers des liens dits « de clientèle¹⁵ ». Ces derniers donnent notamment accès à de multiples informations précieuses (date, heure et lieu des différentes *ferias*, éventuelles bonnes affaires, etc.) et permettent d'assurer l'accès à la nourriture nécessaires à l'alimentation quotidienne : puisque ceux-ci sont difficiles à obtenir lors des *ferias*, nombre de participants ont coutume de s'accorder avec leurs coéchangistes les plus fidèles afin de déterminer quels biens ils se vendront mutuellement lors de la prochaine rencontre¹⁶. Cette extension des liens ne remet pas en cause le principe d'interchangeabilité, car la connaissance mutuelle reste limitée aux activités que chacun met en œuvre durant les *ferias*. Ainsi, ignorant tout de l'identité des autres participants, il est commun de les nommer à partir des biens qu'ils proposent à l'échange (« celle qui vend des fruits et légumes », « celle qui vend des jus », etc.), plutôt que par leur prénom ou par un surnom. En outre, les appartenances de classe et de genre sont bel et bien *suspendues* le temps d'une *feria*. Elles refont surface dès que cette dernière finit. Alors que, durant la rencontre, chacun prend soin de ne pas médire de son voisin, les discours prennent une autre tournure dès que chacun rentre chez soi. Les participants les plus pauvres, qui sont souvent des métis ou des indigènes vivant dans les bidonvilles de Rosario, sont alors les objets d'un discours discriminatoire : leur pauvreté est associée à leur prétendue « fainéantise » ; ils sont dits « sales », « improductifs » et accusés « d'abuser du travail des enfants ».

Le type de rapport social qui régit les *ferias* peut être critiqué pour le caractère fictif de l'égalité qu'il instaure. Il est toutefois vécu positivement par les participants au *trueque*, participants qui sont pourtant les cibles du discours discriminatoire dont il vient d'être fait état : le « rapport d'égalité de droit entre les échangistes¹⁷ » permet, durant la *feria*, de s'extraire des contraintes de la vie quotidienne en construisant un monde utopique d'individus supposés libres et égaux. C'est ce que souligne Andrea¹⁸, qui fréquente assidûment les *ferias* du sud de Rosario :

¹⁵ J-M. Servet (dir.), *op. cit.*, p. 123.

¹⁶ S. Drelon, *Le club de troc de Roca Negra, une expérience particulière du troc en Argentine. Etude des modes de production et de circulation des biens et leur impact sur les rapports de valeur et d'échange*, Thèse de doctorat en Anthropologie, Université Paris Descartes, 2009.

¹⁷ J-M. Servet (dir.), *op. cit.*, p. 137.

¹⁸ Les noms propres ont été modifiés, afin de préserver les enquêtés.

« Ah oui, je me distrais beaucoup [au *trueque*]. Je me distrais beaucoup, car plein de choses se passent. Je ne suis pas en train de penser “zut, les soucis de la maison !”. Supposons que j’aïlle mal, et bien le *trueque* me fait penser à autre chose [*me distrae*]. Il ne me laisse pas y penser... Et lorsque le *trueque* se termine, tous [les problèmes] reviennent dans ma tête... Mais ça te fait penser à autre chose, j’adore. S’il y en avait d’autres, j’irais. » (Entretien avec Andrea, Rosario, le 24/11/2009)

Par l’égalité formelle qu’elle instaure, la *feria* constitue une rupture vis-à-vis du monde domestique dans lequel les femmes sont généralement confinées : ce dernier est fait de rapports hiérarchiques dont on ne peut s’extraire que difficilement. C’est ce que révèlent les modalités de gestion budgétaire en vigueur au sein des foyers.

Une remise en cause partielle du patriarcat budgétaire

L’impact de la participation au *trueque* sur les rapports sociaux de sexe peut également être saisi à travers les modifications de l’organisation budgétaire des foyers qu’elle entraîne. Le modèle normatif en vigueur dans les milieux populaires du cordon industriel de Rosario reproduit un rapport de domination fondé sur le genre, car femmes et enfants sont supposés dépendre entièrement des ressources monétaires des maris¹⁹. En effet, le conjoint est considéré comme l’unique pourvoyeur légitime de ressources monétaires du ménage, la femme étant chargée d’administrer au nom du foyer l’argent que lui remet son mari lorsqu’il perçoit sa paie, de la même manière que l’a observé Pascale Absi auprès des mineurs de Potosí en Bolivie :

« En milieu minier, le modèle officiel de l’organisation familiale du travail est celui de la femme au foyer – sans revenus propres – qui centralise et gère la paie du mari et des enfants non mariés. C’est ce que Michèle Perrot [...] appelle le “patriarcat budgétaire” typique des milieux ouvriers²⁰ »

À cette division sexuée des budgets correspond une division spatiale des tâches : « l’homme travaille, la femme est à la maison²¹ » (Absi, 2007 : 357), chargée d’effectuer les tâches domestiques quotidiennes.

¹⁹ Voir également I. Guérin, « Le sexe de la monnaie », *Journal des anthropologues*, n°90-91, 2002, p. 213-230.

²⁰ P. Absi, « Il ne faut pas mélanger les fortunes: travail, genre et revenus chez les commerçantes de Bolivie », *Turulences monétaires et sociales : l’Amérique latine dans une perspective comparée*, édit. V. Hernandez, P. Ould-Ahmed, J. Papail, et al., Paris, L’Harmattan, 2007, p. 355-393, p. 386.

²¹ P. Absi, *op. cit.*, p. 357.

Or l'impact de la participation des femmes au *trueque* sur l'organisation de l'économie domestique est ambigu. D'un côté, celle-ci contribue à ébranler les deux piliers fondateurs du matriarcat budgétaire que sont la monopolisation des revenus par les maris et l'indifférenciation des dépenses des épouses avec celles du foyer, tout en permettant à ces dernières de s'extraire de l'espace domestique le temps d'une *feria*. En ce sens, la participation au *trueque* renvoie bel et bien à une autonomie accrue des épouses et à la reconnaissance de la légitimité de leurs pratiques commerciales, comme le soutient Laurence Fontaine²². Mais la portée de ces transformations est bien plus limitée qu'elle ne le suggère, puisque l'on observe une redéfinition de la frontière entre monnaies masculines et féminines, plutôt qu'un effacement de celles-ci. C'est pourquoi le recours au *trueque* s'inscrit dans un ensemble de pratiques que l'on peut qualifier de « contournements²³ » : si elles ne se conforment pas au modèle normatif de gestion budgétaire en vigueur, elles ne s'opposent pas non plus à celui-ci de manière explicite et ne sont pas reconnues comme légitimes.

Un contournement du monopole des maris sur les revenus

Ce point est particulièrement frappant lorsque l'on se penche sur la monopolisation supposée des revenus par les maris : aucun des foyers enquêtés ne s'y conforme entièrement. Cette situation est due à la conjonction de la transformation de l'emploi ouvrier dans le cordon industriel de Rosario et des contestations des épouses et des enfants à l'encontre d'une organisation budgétaire jugée oppressive. Ainsi, le recul des formes protégées du salariat (relation salariale inscrite sur le long terme, donnant droit à un salaire versé régulièrement et à une couverture par les institutions de protection sociale) observé depuis la décennie 1990 et l'informalisation des conditions d'emploi ont rendu illusoire la possibilité de soutenir des budgets familiaux exclusivement à partir des apports des maris, car ils se sont traduits par une diminution des revenus réels et par des ressources monétaires de plus en plus irrégulières. Les maris ont dès lors dû fermer les yeux sur les pratiques de contournement mises en œuvre par leurs épouses et enfants. Les enfants possèdent souvent leurs propres sources de revenus, parfois à l'insu de leurs pères : nombreux sont ceux qui vendent des plats à emporter dans la rue, ou qui accumulent des objets recyclables (tels du carton ou des bouteilles en plastique) afin de ne pas dépendre du bon vouloir de leurs parents pour sortir danser, acquérir un vélo ou

²² L. Fontaine, *op cit.*, p. 198-199.

²³ I. Guérin, « L'argent des femmes pauvres : entre survie quotidienne, obligations familiales et normes sociales », *Revue française de socio-économie*, n°2, 2008, p. 59-78.

des produits de beauté. Si la plupart des enfants ne reversent pas les sommes ainsi obtenues dans le budget du foyer, les épouses y contribuent directement. Certaines épaulent leurs maris sans être rémunérées²⁴, en participant au lavage de voitures effectué au domicile conjugal ou à la confection de vêtements dans des ateliers adjacents à leur maison. Les autres femmes adultes enquêtées disposent de revenus propres, en pesos, obtenus grâce à des activités faiblement capitalistiques et peu formalisées, qui relèvent tantôt de relations salariales (ménages effectués auprès de particuliers ou pour le compte de commerces locaux et travaux dans des ateliers de couture, principalement), tantôt de l'auto-entrepreneuriat (vente de détail depuis le domicile – *kiosko*, couture, confection de viennoiserie, vente ambulante de produits cuisinés ou de vêtements, etc.). Dans ces derniers cas, l'auto-entrepreneuriat s'accompagne de la gestion par les femmes des circuits financiers nécessaires à la constitution des fonds de roulement. La participation des femmes au *trueque* renforce cette tendance, puisqu'elles contrôlent la totalité des revenus tirés de cette activité.

Cependant, le modèle du patriarcat budgétaire continue de façonner l'organisation financière des foyers, malgré les écarts observés entre celui-ci et les pratiques effectives. Trois raisons peuvent être invoquées. Premièrement, pour les femmes, le mariage est synonyme d'exclusion vis-à-vis de l'emploi salarié. Seules trois enquêtées (sur dix-huit) en ont fait l'expérience (en tant qu'employée dans un atelier de couture, comme caissière dans un supermarché et comme secrétaire dans une entreprise de transport), mais elles ont toutes dû abandonner leur emploi une fois mariées : le travail salarié est difficilement compatible avec les tâches ménagères, car celles-ci limitent la mobilité des épouses. Deuxièmement, les revenus générés par les femmes mariées sont inférieurs à ceux générés par leurs maris, bien qu'il soit difficile de le quantifier. Parmi les enquêtés, seules celles qui n'étaient plus ou pas mariées (qu'elles soient veuves, divorcées ou adultes célibataires) possédaient des revenus propres substantiels au regard des revenus des autres membres de leurs foyers (enfants, parents, frères, sœurs ou parents plus éloignés). Troisièmement, la génération de revenus propres par les femmes n'est pas considérée comme légitime par leurs maris. Ces derniers se montrent souvent sceptiques quant à la réussite de leurs activités : « mon mari ne croyait pas que j'étais capable ; il m'a demandé ironiquement “combien de temps ton commerce [de vente de vêtements à domicile] va-t-il durer? Un ou deux mois ?” (Alicia) ; ou encore, « Mon

²⁴ Lorsque ces ateliers font appels à de la main d'œuvre familiale hors épouses, celle-ci est généralement rémunérée.

mari me reproche de coudre toute la journée » (Samanta). Dans un cas, les disputes liées au travail de l'une des enquêtées se sont soldées par un divorce :

Mónica : Lorsque j'ai connu [mon futur mari], j'avais honte de lui dire que j'avais l'habitude de vendre [divers articles dans la rue]. [...] J'ai dû le lui avouer deux ans après que nous ayons commencé à sortir ensemble [...]. À chaque fois qu'il me rendait visite, je lui disais que je devais garder ma nièce, mais c'était faux : je devais sortir pour vendre. Lorsque nous avons décidé de nous marier, il m'a dit « une fois mariée, tu devras arrêter de vendre » [...]. C'est alors que les conflits ont commencé. Il voulait contrôler ma vie, mais je ne me suis pas laissée faire [*me queria manejar, pero a mi no me maneja nadie*] » (entretien avec Mónica, Capitán Bermúdez, Octobre 2009)

La participation des femmes au *trueque* peut donc être interprétée comme un mode de contournement de la monopolisation de la génération des revenus par les maris, au même titre que l'existence de circuits financiers de court terme féminins : par ces biais, les épouses génèrent une partie des revenus du foyer qu'elles ne sont pas supposées générer. Cependant, ces pratiques ne constituent qu'une remise en cause partielle du patriarcat budgétaire. D'une part, elles ne remettent pas en cause la division sexuée des tâches car elles s'inscrivent dans la continuité des activités reproductives (les revenus tirés du *trueque* contribuant à l'alimentation du foyer) et laissent aux hommes le monopole du travail salarié. D'autre part, ces pratiques s'accompagnent de la création de nouvelles frontières entre monnaies masculines et féminines, puisque les circuits financiers gérés par les épouses se caractérisent par leur faible montant et leur cycle journalier ou hebdomadaire. Le *trueque* renforce cette tendance, puisque les revenus féminins y sont dénommés dans une unité de compte propre, le *crédito*, renforçant d'autant l'assimilation du peso à une monnaie masculine.

Un contournement du contrôle des maris sur les dépenses

La participation des femmes au *trueque* contribue également à ébranler le contrôle opéré par les maris sur les dépenses effectuées par les autres membres de leur foyer. La modalité la plus fréquente de désindividualisation des revenus des maris par leur transfert à leur épouse souligne en effet que les monnaies masculines et féminines ne jouissent pas du même statut. Ainsi, il est d'usage que les hommes mariés transfèrent physiquement (sous forme de billets) une partie de leurs revenus à leur épouse, à mesure qu'ils perçoivent leur salaire (généralement les 5 et les 20 de chaque mois). Il s'agit cependant d'une partie de leurs revenus et non de sa totalité, car il est admis que les maris disposent d'argent de poche leur

permettant de faire face à leurs dépenses personnelles (transport vers le lieu de travail, repas du midi, jeu, et parfois alcool, etc.), sans devoir en rendre compte à leur épouse²⁵. Les épouses introduisent immédiatement la somme qui leur est cédée dans une enveloppe ou une boîte, en prenant parfois soin d'en soustraire au préalable le montant permettant de régler les coûts fixes (loyer, électricité, etc.). Ce qui est ainsi mis de côté est destiné aux dépenses quotidiennes ou hebdomadaires dont se chargent les femmes et les enfants, mais tous sont tenus de rendre compte de chacune de leurs dépenses en inscrivant sur un cahier (ou une enveloppe) la date, le motif de la dépense et son coût. Lorsque les dépenses des maris excèdent les revenus qu'ils n'ont pas transférés à leurs épouses, ils peuvent généralement puiser dans l'enveloppe, en indiquant simplement que cet argent est destiné à leurs dépenses personnelles. Or aucun poste budgétaire analogue ne correspond aux dépenses de leurs épouses, qui sont dès lors entièrement confondues avec celles du foyer, contrairement à celles de leurs maris. En outre, les dépenses des épouses engagées au nom du foyer sont soumises au contrôle des maris, que rend possible leur annotation sur les cahiers. Ces caractéristiques font de la monnaie féminine une monnaie domestique par excellence, contrairement à celle de leurs maris ; ce faisant, les usages différenciés de la monnaie en fonction des sexes expriment les statuts respectifs des époux au sein des foyers²⁶.

Le caractère domestique et dominé de la monnaie féminine est renforcé par la répartition des responsabilités des dépenses en fonction des sexes²⁷, à laquelle correspond une division genrée des pratiques d'épargne. En effet, alors qu'en pratique la quasi-totalité des dépenses afférentes à l'économie domestique sont effectuées par les épouses, les époux s'accordent à distinguer les dépenses qui relèvent de la responsabilité des épouses de celles qui relèvent de celle de leurs maris²⁸ : ceux-ci sont considérés comme responsables des dépenses importantes et irrégulières, tels que l'achat de matériaux de construction et les coûts fixes liés à l'habitat (électricité, eau, téléphone, gaz, impôts, etc.), alors que celles-là sont considérées comme responsables des dépenses régulières mais de faible montant unitaire, tels l'achat de

²⁵ La montée de l'informalisation de l'emploi renforce d'ailleurs cette tendance, privant les épouses de l'accès aux feuilles de paie de leurs maris.

²⁶ Voir également I. Guérin, « Le sexe de la monnaie », *op. cit.*, et V. Zelizer, *La signification sociale de l'argent*, Paris, Seuil, 2005 [1994].

²⁷ S. Johnson, « Gender Norms in Financial Markets: Evidence from Kenya », *World Development*, 32, n°8, 2004, p. 1355-1374.

²⁸ Les dépenses relevant de la responsabilité des maris sont financées exclusivement sur la base des revenus de ceux-ci. Celles relevant de la responsabilité des épouses sont tantôt effectuées à partir des revenus féminins, tantôt à partir des revenus transférés aux femmes par leurs maris.

vêtements et, surtout, l'approvisionnement quotidien en denrées alimentaires²⁹. De même, les pratiques d'épargne et d'endettement mises en œuvre par les épouses visent à gérer les décalages temporels de court terme entre les cycles de revenus et les cycles de dépenses pour le compte du foyer, alors que leurs maris se chargent d'accumuler des objets recyclables en grande quantité (en fer, zinc, cuivre, carton, verre, plastiques, etc.), qui, une fois revendus, permettront de financer les cérémonies qui rythment les cycles de vie (tels les mariages, funérailles, anniversaires, ou les fêtes de puberté), ou à protéger le foyer en cas de maladie ou de perte d'emploi de l'un de ses membres.

Ce faisant, la participation au *trueque* peut également être considérée comme une forme de contournement des normes budgétaires en vigueur grâce aux dépenses qu'elle permet. En effet, les revenus issus du *trueque* ne sont pas joints à l'enveloppe contenant les billets libellés en peso destinée à financer les dépenses des foyers, et leur dépense ne fait l'objet d'aucune écriture. Ainsi, les épouses jouissent d'une liberté d'usage des *créditos* dont elles ne bénéficient pas concernant les revenus libellés en peso, qui leur assure une autonomie relative. Cependant, ce contournement n'est que partiel, car les usages du *crédito* l'associent à une monnaie féminine, à deux égards. Tout d'abord les dépenses qu'il rend possibles participent directement à la reproduction des unités domestiques, puisque les biens les plus accessibles lors des *ferias* sont la nourriture, les vêtements et, dans une moindre mesure, les articles de couture. Ensuite les dépenses effectuées en *créditos* sont hebdomadaires ou quotidiennes et correspondent à un montant unitaire faible, alors que les dépenses considérées comme typiquement masculines se caractérisent par leur caractère irrégulier et leur montant unitaire élevé (rénovation de l'habitat, charges fixes, impôts, etc.).

Un élément de stratification sociale

Si la participation des femmes au *trueque* leur permet de se libérer partiellement du patriarcat, elle renforce également, dans bien des cas, les stratifications sociales qui traversent les milieux populaires. La suspension momentanée des appartenances de genre et de classe durant les *ferias*, dont il a été fait état plus haut, ne signifie pas que toutes tirent un profit égal du *trueque* : chacune s'engage dans cette activité avec des capacités productives et

²⁹ Caractère féminin de l'approvisionnement alimentaire semble d'ailleurs dépasser le cas des couples mariées car toutes les femmes adultes partageant un même foyer sont sensées contribuer aux dépenses d'alimentation lorsque leurs revenus le leur permettent, alors même que le rythme mensuel des retraites permettraient aux grand-mères et arrière-grand-mères de contribuer au règlement des coûts fixes liés à l'habitat, dont elles sont pourtant dispensées.

commerciales propres, qui les différencient les unes des autres. Parmi ces ressources inégalement réparties, l'accès au peso et la mobilité dans l'espace urbain sont particulièrement importants, car elles permettent de tirer profit de l'interface entre les sphères monétaires, au détriment de celles et ceux qui dépendent principalement des subsides en nature issus d'institutions de charité ou de politiques publiques de gestion de la pauvreté.

Pour le comprendre, il convient de revenir sur la structure des prix propre aux *ferias*. En effet, les prix relatifs (c'est-à-dire le prix d'un bien exprimé en proportion d'un autre bien) varient fortement d'une sphère monétaire à l'autre. Le tableau 1 rend compte de ce phénomène à travers les taux de conversion implicites pour chaque bien, obtenus en divisant le prix dudit bien en vigueur sur une *feria* (libellé en *crédito*) par celui du même bien en vigueur dans les supermarchés avoisinants (libellé en peso). Afin d'en faciliter la lecture, les biens ont été regroupés en quatre catégories : les aliments non périssables (ne provenant pas des politiques d'assistance aux pauvres), les biens provenant des politiques d'assistance aux pauvres, les fruits et les légumes et, enfin, les vêtements usagés. Deux points méritent d'être soulignés. Premièrement, les ratios *crédito*/peso varient fortement, quelle que soit la catégorie de biens, comme en témoigne le ratio de leur écart-type divisé par leur moyenne arithmétique. Autrement dit, les prix relatifs des biens dépendent de l'unité de compte dans laquelle les transactions sont libellées. Deuxièmement, la moyenne des ratios *crédito*/peso concernant les biens alimentaires hors fruits et légumes et produits issus des politiques d'assistance aux pauvres est largement supérieure à celle des autres groupes (plus du double). Or ces biens sont les seuls à être nécessairement importés depuis la sphère du peso (les autres biens peuvent également provenir des programmes d'assistance aux pauvres ou de pratiques de récupération de produits usagers). Les biens qui nécessitent une articulation entre *crédito* et peso afin d'être disponibles au sein du *trueque* sont donc évalués plus favorablement que les autres en *crédito*. Pris ensemble, ces résultats montrent qu'il existe de multiples opportunités de gains pour les participantes à même de se situer à l'interface entre les sphères monétaires.

Tableau 1 : comparaison des évaluations monétaires (crédito/peso), Rosario

Biens	Crédito	Peso	Crédito/peso
Hors assistance aux pauvres, fruits et légumes			
Farine (1kg)	3500	1,30	2692
Sucre (1kg)	3500	2,20	1591
Sel (1kg)	2000	220	909
Savon (unité)	3500	1,50	2333
Purée de tomate (1)	3500	2,00	1750
Pâtes (500g)	3500	1,50	2333
Moyenne			1935
Assistance aux pauvres			
Lait en poudre	8000	>10	<800
Fruits et légumes			
Tomates (1kg)	2500	4,00	625
Oignon (1kg)	2000	1,1	1818
Carottes (1kg)	1000	0,75	1333
Citrouille (une pièce)	2000-2500	5,00	400-500
Courgette (une pièce)	1000	1,00	1000
Moyenne			955
Vêtements usagés			
Divers	<1000		
Écart-type/moyenne			0,41

Source : enquête de terrain (2009). Les prix en peso ont été établis sur la base des prix de gros.

Afin de montrer en quoi l'inégale capacité à tirer profit des interfaces entre les sphères monétaires est un vecteur de stratification sociale, prenons trois cas, qui exemplifient les différentes formes d'engagement dans le *trueque*. Le premier est celui d'Eleonora, d'Angela (sa fille) et de l'une de leurs amies, Stefani. Il montre qu'il est possible de tirer un grand profit de l'interface entre les sphères monétaires pour qui dispose de revenus en pesos relativement confortables. Pour Stefani, l'accès à la sphère du peso passe essentiellement par les revenus de son mari (il possède une entreprise de transport routier, vend une partie de la pêche qu'il effectue sur le fleuve *Paraná*, et possède un centre de lavage d'automobiles situé dans un quartier résidentiel) et, accessoirement, de ceux de sa fille (salariée auprès d'une mutuelle de santé). Elle possède en outre ses propres entrées libellées en peso à travers divers services qu'elle propose aux personnes âgées de son quartier. De leur côté, Eleonora et Angela tirent leurs revenus de petites activités entrepreneuriales plutôt originales, pour lesquelles il existe

une demande solvable. Eleonora est pédicure et masseuse. Elle est également rémunérée, de manière plus aléatoire, à travers la confection de bouquets de fleurs et la vente de billets de tombola pour le compte d'un concessionnaire automobile. Angela épile durant les trois premiers jours de la semaine, puis vend de la nourriture cuisinée par ses soins les trois jours suivants (auprès de particuliers ou de commerçants). Ses compétences de maquilleuse lui assurent en outre un complément de revenu, certes moins régulier. Notons que les rendements des activités d'Eleonora et de sa fille sont relativement élevés, dans la mesure où elles ont formé un capital qu'elles mobilisent abondamment dans leurs activités (« planche » portable pour les massages, machines à limer les ongles, four à pizza, moules spécifiques, batteuse, machine à épiler, etc.). Enfin, le revenu de chacun des conjoints alimente également le ménage en pesos : le conjoint d'Angela est chauffeur de camion et celui d'Eleonora travaille au jour le jour dans la construction.

Eleonora, Angela et Stéphani tirent profit de l'interface entre les sphères du *crédito* et du peso car elles investissent une partie de leurs revenus libellés en peso dans le *trueque*. Pour se rendre aux *ferias*, elles affrètent une camionnette, en s'associant à une petite dizaine de voisines qui, comme elles, vivent dans le nord de l'agglomération, alors que les rencontres se déroulent dans les quartiers sud et ouest de Rosario. Elles profitent de ces trajets pour s'approvisionner en aliments non périssables et en produits ménagers auprès d'un grossiste. Lors des *ferias*, elles revendent les produits ainsi obtenus ainsi que des plats cuisinés par leurs soins (principalement des pizzas). Avec les *créditos* ainsi obtenus, elles acquièrent quasi exclusivement des fruits et légumes destinés à leur consommation domestique. Ce faisant, elles proposent des biens dont le rapport *crédito*/peso est largement inférieur à celui de ceux qu'elles acquièrent. Ceci leur permet de réaliser des économies substantielles si l'on compare leur investissement en peso avec le prix en peso des denrées qu'elles acquièrent via le *trueque*.

Les articulations entre peso et *crédito* précédemment décrites ne sont cependant pas les plus courantes : peu participent au *trueque* en ayant les moyens de s'en passer. Le couple formé par Celina et Jorge montre qu'il est possible de tirer profit du *trueque* sans posséder au préalable de confortables revenus en peso. Leur accès au peso est limité. Il provient d'abord de la vente du carton récupéré par Jorge parmi les déchets, mais cela représente une somme

infime³⁰. Deux de leurs trois enfants bénéficient également d'une bourse du gouvernement national, qui couvre une partie des frais liés à leur scolarité (achat de cahiers, photocopies, etc.). Enfin, la mère de Celina possède un tout petit commerce où l'on vend de tout (*kiosko*), dans un quartier résidentiel de Rosario (près du fleuve Paraná). Après s'être fortement endettée il y a quelques années, elle s'est trouvée dans l'incapacité d'avancer les sommes nécessaires (en peso) afin d'approvisionner son commerce ; elle a donc demandé à Jorge de l'aider. Entre eux, les recettes sont réparties selon les produits vendus : le produit de la vente des biens introduits par Jorge lui revient, et inversement. L'activité de Jorge dans le *kiosko* permet donc au foyer d'accéder dans une plus grande mesure au peso, mais cette activité est fortement imbriquée avec l'activité du couple dans les différentes *ferias* de Rosario. Outre des vêtements usagés et neufs (qui proviennent des invendus de l'une des sœurs de Celina, qui possède une petite « boutique » de vêtements), ils proposent des sprays à gaz aérosol (déodorants, anti-moustiques, etc.) et des parfums, qu'ils se sont procurés entre 2005 et 2008 dans les déchets du dépôt d'une entreprise : ces produits n'étant pas en état d'être vendus (défaut de fabrication, pièce manquante, etc.), le couple pouvait les récupérer librement avant de les « réparer » en mobilisant les pièces manquantes d'un produit à partir d'un autre.

La plupart des revenus du foyer résultent des gains obtenus à l'interface entre la sphère du peso et celle du *crédito*, dans lesquels le *kiosko* joue un rôle clé. Durant les *ferias*, Celina s'occupe de la vente des vêtements cédés par sa sœur et en contrepartie recherche des aliments de toutes sortes (yaourts, boîtes de conserve, pâtes, riz, fruits, légumes, sauces diverses, etc.). Jorge, de son côté, « transforme » les gaz aérosol et les parfums en nourriture. C'est ici que le *trueque* et le *kiosko*, *crédito* et peso, s'articulent à partir d'une multitude d'allées et venues complexes entre sphères monétaires. Les revenus ainsi générés sont le fruit de multiples séries de transactions de faibles montants unitaires, dont l'encadré 1 donne un exemple.

Encadré 1 : une multitude de petits profits tirés de l'interface entre sphères monétaires

En novembre 2009, Jorge achète trois savons en promotion dans un supermarché pour 1,40 peso l'unité, puis les revend au *trueque* 3.500 *créditos* chacun. Avec 3.000 des 3.500 *créditos* procurés par la vente de l'un de ces savons, il achète trois éponges (1000 *créditos* chacune), qu'il revend 2 pesos dans le *kiosko*. Ainsi, il

³⁰ Le carton était vendu au moment de notre entretien 30 centimes de peso par kilogramme. Par comparaison un ticket d'autobus coûtait 1,75 peso et un kilogramme de farine coûtait 1,30 peso.

explique que « de 1,40 peso [... il est] passé à 6. Et il [... lui] reste en plus 500 *créditos* ! ». Puis, grâce aux revenus procurés par la vente des savons, Jorge achète au *trueque* un paquet de biscuits cassés pour 2.000 *créditos* (qui ont eux-mêmes été achetés pour peu cher à la sortie de l'usine les fabriquant), le fractionne en deux et les revend dans le *kiosko* à 3,60 pesos. Avec ces pesos, il achète une bouteille d'huile en promotion dans un supermarché à 1,50 peso, pour la revendre 4.000 *créditos* dans le *trueque*. Enfin, avec le produit de ces transactions, il achète pour trois pesos un aérosol dont il manque une pièce. Grâce à la réserve de pièces d'aérosol qu'il a accumulées, il le répare et le vend 15 pesos au *kiosko*, et ainsi de suite. Ce faisant, bien que les revenus de Jorge et Celina prennent en partie la forme de pesos, l'accès à ces derniers repose principalement sur leur capacité à tirer profit des différences de prix entre les sphères du peso et du *crédito*.

Le foyer formé par Andrea, son compagnon, Esteban et leur enfant montre cependant que les participants les plus pauvres et les moins mobiles ne sont pas en mesure de tirer profit des interfaces monétaires. Andrea et Esteban vivent dans un quartier relativement pauvre de Rosario : leur maison, qu'ils ont bâtie eux-mêmes, n'a qu'une seule pièce. La gestion de leur foyer se caractérise par deux traits. Le premier est la faiblesse des revenus du couple libellés en peso. Esteban propose ses services à la journée pour des travaux divers (*changitas* – peinture, réparations en tout genre), mais cela ne suffit pas à remplir ses journées. Il est tantôt payé en pesos, tantôt en matériel lui permettant de construire leur maison, tantôt en vêtements usagés. De son côté, Andrea nettoie chaque samedi durant deux heures les toilettes et la cuisine d'une entreprise voisine. Le couple obtient la part la plus importante de ses pesos lorsqu'il lave les voitures qui se présentent à cet effet dans son jardin (hâtivement aménagé en aire de nettoyage), mais là encore, les revenus générés par cette activité sont très irréguliers et relativement faibles³¹. Le deuxième trait caractéristique du foyer est l'absence d'articulation entre les sphères du peso et du *crédito*. Lors des *ferias*, Andrea propose exclusivement des vêtements usagés. Il s'agit soit de vêtements qui ne sont plus utilisés par le ménage, soit de dons de proches, soit de vêtements reçus par Esteban en paiement de quelques travaux à la journée. Grâce aux *créditos* procurés par leur vente, Andrea acquiert principalement d'autres vêtements usagés et quelques produits domestiques usagés (rideaux, produits anti-moustiques, râpes à fromage, etc.). Vu le faible prix relatif auquel sont vendus les vêtements usagés, elle ne peut accéder qu'irrégulièrement et en faible quantité aux aliments (pommes de terre, pommes, huile, farine, lait, pâtes, etc.). Esteban et Andrea « satisfont » donc à la plus grande partie des besoins alimentaires du foyer en recourant à plusieurs politiques d'assistance aux pauvres : celles transitant par l'association des voisins du quartier (*vecinal* – lait en poudre),

³¹ Le couple déclare laver 4 à 5 voitures le samedi, une voiture par jour en semaine. À 15 pesos par lavage, cela représente 510 pesos par mois (8,5 x 4 x 15). À ces revenus très irréguliers s'ajoute, chaque semaine, le lavage d'un camion pour 150 pesos.

par la municipalité de Rosario (le *bolsón* – huile, yerba mate, sucre, sel, pâtes, riz, etc.), et par l'Église (conserves de thon, de viande, sucre, yerba mate). Les ressources tirées de l'assistance aux pauvres sont d'autant plus importantes que ce sont les seules à être régulières. Cependant, elles ne suffisent pas, à elles seules, à maintenir à flot le ménage, qui est poussé à s'endetter chroniquement afin de faire face à l'irrégularité des revenus en peso et en *crédito*.

La stratification sociale opérée par l'inégale répartition des gains tirés de l'interface entre sphères monétaires ne doit pas être considérée comme la résultante de l'hétérogénéité des capacités individuelles à tirer profit des interfaces monétaires : cette hétérogénéité traduit et renforce une inégalité structurelle d'accès au peso et de mobilité dans l'espace urbain au sein des milieux populaires. Ceux qui sont à même de bénéficier des interfaces entre sphères monétaires ne peuvent le faire que parce que d'autres participants sont contraints de commercialiser à travers le *trueque* les biens qu'ils reçoivent en règlement de transferts sociaux ou de leur salaire.

Cette stratification par le marché contraste avec l'analyse d'un autre système de *trueque*, situé dans le nord du cordon industriel de Rosario. Celui-ci prend appui sur des monnaies papier qui lui sont propres, libellées en *créditos* mais non convertibles avec les *créditos* ayant cours dans le sud de l'agglomération. À ma connaissance, il s'agit de l'unique expérience ayant réussi à maintenir une parité stricte 1/1 entre le peso et le *crédito* pour l'évaluation de l'ensemble des biens. Ce faisant, les participants au *trueque* sont mis sur un pied d'égalité, car leurs gains ne dépendent pas de l'habileté de certains groupes à se situer à l'interface des sphères monétaires, alors même que les *ferias* rassemblent un ensemble hétérogène de participants : on y trouve des petits commerçants et fabricants de vêtements bien implantés localement, des femmes faisant fonctionner des ateliers de couture relativement bien rémunérés à leur domicile, d'autres menant à bien des activités microentrepreneuriales peu rentables, vivant grâce à l'octroi de microcrédits, des vendeurs de rues et des populations plus pauvres, qui vivent d'emplois journaliers. Autrement dit, dans ce cas, les hiérarchies qui prévalent hors du *trueque* sont suspendues le temps d'une *feria* par l'instauration d'une relative égalité d'accès aux moyens de paiement libellés en *crédito*. Or, cette singularité s'explique par le fait que les *ferias* ne sont pas régies par le principe de concurrence : le maintien de la parité stricte entre le peso et le *crédito* ainsi que les modalités d'accès aux *créditos* nouvellement émis traduisent monétairement un projet politique plus vaste, fondé sur l'émancipation collective des pauvres. Ce projet est porté par

une organisation d'éducation populaire qui insère le *trueque* dans un ensemble étendu d'activités militantes (ateliers d'alphabétisation pour adultes, de soutien scolaire, de musique populaire, microcrédits, radio communautaire, lutte contre les violences conjugales, etc.³²).³³

Conclusion : faire de la monnaie un bien commun

L'analyse des *ferias* incite à adopter un regard critique sur la supposée libération des femmes et des pauvres par leur accès au marché, considéré comme un ensemble d'institutions de production, d'échange, de consommation et de financement régies par le principe de concurrence. Certes, la participation au jeu marchand instaure une égalité formelle dans l'espace et dans le temps d'une *feria*, car elle repose sur la suspension des identités de genre et de classe. Cependant, la remise en cause des inégalités de genre par le marché se heurte à l'inertie des rapports sociaux de sexe incorporés dans les modèles normatifs de gestion budgétaire, et la participation au *trueque* peut conduire à un accroissement des inégalités entre femmes.

Doit-on, ce faisant, abandonner l'optique d'une libération des oppressions fondées sur le genre ? Les sections deux et trois de ce chapitre montrent combien leur emprise est grande sur les couches populaires en Argentine. Pour répondre à cette question, je suggère d'octroyer à la monnaie une place de choix, car les inégalités d'accès et d'usage à la monnaie marquent et entretiennent des stratifications fondées sur le genre. Or si l'on considère la monnaie, en tant que créance sur la communauté de paiement, comme la forme de reconnaissance sociale ultime dans l'ordre économique³⁴, lutter contre ces inégalités passe par la garantie à toutes et à tous de l'accès à la monnaie et à son usage.

Pour ce faire, il convient d'émanciper la monnaie vis-à-vis du principe de concurrence en suggérant des conditions d'accès et d'usage qui ne dépendent pas exclusivement de l'insertion dans des rapports marchands. Une piste ouverte par Jean-Michel Servet³⁵ et Camille Meyer³⁶

³² Pour une analyse plus détaillée, voir H. Saiag, *op. cit.*, à paraître, chapitre 4.

³³ Sur l'importance de l'insertion dans des collectifs afin de rendre compte de la complexité des rapports marchands, voir également les chapitres d'Isabelle Guérin, Isabelle Hillenkamp et de Jean-Louis Laville, ainsi que l'introduction du présent ouvrage.

³⁴ B. Théret, « La dualité des dettes et de la monnaie dans les sociétés salariales », *La monnaie souveraine*, édit. M. Aglietta et A. Orléan, Paris, Odile Jacob, 1998, p. 253-287.

³⁵ J.-M. Servet, « De nouvelles formes de martage : la solidarité au delà de l'économie collaborative », *Publications de l'Institut Veblen*, Paris, <http://www.veblen-institute.org/De-nouvelles-formes-de-partage-la> (consulté le 07/07/2014), mis en ligne le 07/07/2014

nous semble à ce titre particulièrement pertinente : il s'agit de faire de la monnaie un bien commun, en étendant à cet objet la démarche adoptée par Elinor Ostrom. Au niveau le plus abstrait, cela suppose d'assurer à chacun l'accès et l'usage des monnaies, en fonction des besoins qui lui sont reconnus. Cette démarche soulève des enjeux à la fois politiques, sociaux et économiques, car elle exige de mettre en œuvre trois chantiers en parallèle. Le premier consiste à dévoiler et contester les hiérarchies implicites fondées sur le sexe, que révèlent et entretiennent les modèles normatifs de gestion budgétaire. Il s'agit ici de dénaturiser les usages sexués des monnaies. Le deuxième chantier vise à reconnaître la légitimité des besoins d'accès et d'usage des monnaies exprimés par celles et ceux qui en ont jusqu'à présent été largement exclus. Cela revient à reconnaître aux femmes le droit à un revenu propre et à engager des dépenses en leur nom propre. Cela revient également à reconnaître à celles et ceux qui ont été exclus du salariat protégé un accès à la monnaie qui dépasse les exigences de la subsistance en leur permettant de mener une vie sociale digne, qui passe notamment par le financement des cérémonies qui marquent les cycles de vie et par le besoin d'accès à la monnaie pour motif de protection en cas de déstabilisation du budget domestique. Enfin, faire de la monnaie un bien commun exige la mise en œuvre d'un ensemble d'institutions monétaires fondées sur le partage. Or partager, si l'on suit Jean-Michel Servet, suppose de prendre appui sur des collectifs institués à divers niveaux, à même d'assurer l'accès effectif de chacun en fonction des besoins qui lui sont reconnus. À l'échelon national ou supranational, cela passe notamment par une fiscalité permettant un transfert des revenus des plus riches vers les plus pauvres et un ensemble de mesures visant à encadrer la rémunération du travail (revenu minimum, maximum, etc.). Mais l'échelon national n'épuise pas toutes les formes de partage : celui-ci peut également passer par des services microfinanciers adaptés aux besoins des femmes et des plus pauvres, par une résurgence d'organisations mutualistes, ou encore par la mise en place de systèmes monétaires locaux non fondés sur le principe de concurrence. Pris ensemble, ces instances de partage pourraient permettre de lutter contre les inégalités de genre en optant pour une gestion démocratique de la monnaie.

Bibliographie

³⁶ C. Meyer, *Les finances solidaires comme biens communs durables : étude de cas de la Banque communautaire de développement Palmas (Brésil)*, Mémoire de Master en sciences de la population et du développement, Université Libre de Bruxelles, 2012.

- ABSI, Pascale, « Il ne faut pas mélanger les fortunes: travail, genre et revenus chez les commerçantes de Bolivie », *Turulences monétaires et sociales : l'Amérique latine dans une perspective comparée*, édit. V. Hernandez, P. Ould-Ahmed, J. Papail, et al., Paris, L'Harmattan, 2007, p. 355-393.
- BECCARIA, Luis, ESQUIVEL, Valeria et MAURIZIO, Roxana, « Crise et reprise : les effets sur le marché du travail et sur la distribution du revenu », *Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique latine dans une perspective comparée*, édit. V. Hernandez, P. Ould-Ahmed, J. Papail, et al., Paris, L'Harmattan, 2007, p. 173-208.
- BOGANI, Esteban et PARYSOW, Javier, « Perspectivas de desarrollo económico y social para las mujeres pobres y empobrecidas en los Clubes del Trueque. Estudio de caso: 'La Bernalesa' », *Los nuevos rostros de la marginalidad*, édit. F. Mallimaci et A. Salvia, Buenos-Aires, Biblios, 2005, p. 151-173.
- DRELON, Stéphanie, *Le club de troc de Roca Negra, une expérience particulière du troc en Argentine. Etude des modes de production et de circulation des biens et leur impact sur les rapports de valeur et d'échange*, Thèse de doctorat en Anthropologie, Université Paris Descartes, 2009.
- FONTAINE, Laurence, *Le marché: histoire et usages d'une conquête sociale*, Paris, Gallimard, 2014.
- FRASER, Nancy, « Marchandisation, protection sociale, émancipation : vers une conception néo-polanyienne de la crise capitaliste », *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, édit. I. Hillenkamp et J-L Laville, Toulouse, Erès, 2013, pp. 39-63.
- GONZALEZ BOMBAL, Inès, « Sociabilidad en clases medias en descenso : experiencias en el trueque », *Trueque y economia solidaria*, édit. S. Hintze, Buenos-Aires, Prometeo Libros, 2003 [2000], p. 279-317.
- GUERIN, Isabelle, « Le sexe de la monnaie », *Journal des anthropologues*, n°90-91, 2002, p. 213-230.
- GUERIN, Isabelle, « L'argent des femmes pauvres : entre survie quotidienne, obligations familiales et normes sociales », *Revue française de socio-économie*, n°2, 2008, p. 59-78.

- HILLENKAMP, Isabelle, *L'économie solidaire en Bolivie. Entre marché et démocratie*, Paris, Karthala, 2013.
- JOHNSON, Susan, « Gender Norms in Financial Markets: Evidence from Kenya », *World Development*, 32, n°8, 2004, p. 1355-1374.
- LA PRADELLE, Michèle de, *Les vendredis de Carpentras : faire son marché, en Provence ou ailleurs*, Paris, Fayard, 1996.
- MEYER, Camille, *Les finances solidaires comme biens communs durables : étude de cas de la Banque communautaire de développement Palmas (Brésil)*, Mémoire de Master en sciences de la population et du développement, Université Libre de Bruxelles, 2012.
- ROIG, Alexandre, « La création d'une "monnaie éternelle". Genèse de la convertibilité en Argentine (1991) », *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, édit. F. Lordon, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 91-141.
- SAIAG, Hadrien, *Monnaies locales et économie populaire en Argentine : une approche par la dette*, Paris, Karthala, à paraître.
- SERVET, Jean-Michel (dir.), *Une économie sans argent : les systèmes d'échange local*, Paris, Seuil, SERVET, 1999.
- SERVET, Jean-Michel, « Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi », *Revue tiers monde*, n°190, 2007, p. 255-273.
- SERVET, Jean-Michel, « De nouvelles formes de partage : la solidarité au delà de l'économie collaborative », *Publications de l'Institut Veblen*, Paris, <http://www.veblen-institute.org/De-nouvelles-formes-de-partage-la> (consulté le 07/07/2014), mis en ligne le 07/07/2014
- THERET, Bruno, « La dualité des dettes et de la monnaie dans les sociétés salariales », *La monnaie souveraine*, édit. M. Aglietta et A. Orléan, Paris, Odile Jacob, 1998, p. 253-287.
- ZELIZER, Viviana, *La signification sociale de l'argent*, Paris, Seuil, 2005 [1994].